



## ↪ Ont participé ↪ à ce numéro

Stéphane Lachèvre,  
Pierre Hébert, Kamel Naroun,  
Francois-Xavier Durand  
Benoit Hébert, Caroline Bergot,  
Stéphanie et Cyrille Arquie,  
Jean-Paul Hébert

### SOMMAIRE

Porto Alegre	1-8
Sortir du Nucléaire	2
Forêt du Rouvray	3
YOUNIS	4-5
Sans Papiers	5
Verts...	6
Loi de Sécurité Quot.	6
Palestine	6
Plus jamais ça !	7
José Bové	7
Inégalités	8
Chorale	8
Agenda	8

### Le temps passe...

Nos lecteurs assidus auront sans nul doute noté le retard de parution de ce numéro. En réalité, il était prévu initialement pour début janvier. Différentes mobilisations, dont le suivi au quotidien de la grève de la faim de Younis nous ont absorbé pendant de longues semaines. De nouveaux articles ont remplacé les anciens, et c'est un numéro épais que vous recevez en compensation...

### TIBET

A Paris : le Dimanche 10 Mars 2002 : rassemblement à 15H Place d'Iéna, Marche vers l'Ambassade de Chine  
Après 43 ans d'exil du Dalai Lama, refusons de laisser le Peuple et la Culture Tibétains disparaître du Patrimoine Mondial...

## Edito

### Porto Alegre : une utopie réaliste !

Le deuxième forum social mondial qui s'est tenu à Porto Alegre dans l'Etat du Rio Grande do Sul au Brésil a rassemblé plus de 50 000 participants venus de 130 pays, dont un millier de français. Une dizaine de militants des alternatifs étaient présents et ont participé aux travaux. C'est peu dire que le programme était chargé : 26 conférences plénières, soixante séminaires, huit cents ateliers..., sans compter le forum des élus pour l'inclusion sociale, le forum des enfants, le forum des parlementaires, le forum des juristes..

Cela représente bien sur une logistique énorme puisque par exemple, les conférences et séminaires étaient traduits en quatre langues : portugais, espagnol, français et anglais.

Le thème général de ce deuxième forum était « un autre monde est possible » et c'est bien cette idée qui a guidé l'ensemble des discussions : penser d'autres règles du jeu : non pas comme l'écrit une certaine presse, pour nier la mondialisation (à l'évidence ce forum était lui-même « mondial »), mais pour définir d'autres règles, d'autres priorités pour que les Hommes passent avant la logique financière. Cette tentative audacieuse de penser un autre monde a su éviter les tentations ultra-gauche et les slogans simplistes et s'est attaché à défricher des pistes utilisables, concrètes qui puissent être des axes de lutte efficaces.

Il ne sort pas de ce forum un « corps de doctrine » ni des « textes sacrés », mais une volonté, des intuitions qui ne prendront corps qu'avec la mobilisation et le travail militant des associations, mouvements, partis, ONG etc qui étaient rassemblées. Car les participants de ce forum n'étaient pas seulement des individus, mais aussi des représentants de collectifs et la force qui se construit là va donc bien au-delà des cinquante mille présents.

Ce forum traduit aussi l'émergence des militants du tiers-monde (ici particulièrement de l'Amérique latine), prenant en charge eux-mêmes leurs problèmes et proposant (et agissant) pour des solutions, sans rejet des militants des pays développés, mais sans dépendance non plus.

Enfin, il faut souligner que ce forum n'est pas une réunion coupée du concret, mais au contraire une initiative ancrée dans la réalité : Porto Alegre ce n'est pas un village marginal, c'est une métropole de 1 million et demi d'habitants, gérée avec un budget participatif dont les commissions rassemblent dans l'année plusieurs milliers de participants. Ce n'est pas une utopie chimérique. C'est une utopie réaliste.

*NB : oui, il y avait aussi des candidats français à l'élection présidentielle. trois personnes parmi cinquante mille. Et ça n'avait pas plus d'importance que cela, malgré les agitations des chargés de communication.*

*Les Alternatifs de Seine Maritime*

## Assemblée générale du réseau Sortir du Nucléaire des 02 et 03 février 2002

Plus de 110 personnes, pour la plupart représentant des groupes ou associations membres du réseau se sont retrouvées à Besançon (prononcer B'sançon si vous voulez faire moins «touriste»..) pour l'assemblée générale du réseau Sortir du Nucléaire, soit une participation en nette progression par rapport à l'an dernier.



### **La dynamique reste d'actualité.**

Les ressources de l'association continuent de croître (environ 5000 dons et 5000 prélèvements automatiques pour 200 000 euros). Le volume de documentation, de matériel et autres plaquettes distribuées augmente aussi.

Une particularité du réseau est sa comptabilité par année "scolaire".

Les choix pour les mois à venir.

Un long débat a animé l'assemblée générale, à propos d'un projet de jeûne à durée indéterminée, qui aurait débuté fin mars pour marquer la présidentielle. Il a été finalement décidé de ne pas mener cette action. Cependant le principe d'un jeûne à durée indéterminée a été validé comme moyen d'action possible pour le Réseau à une autre occasion.

En revanche, une importante campagne d'envoi de cartes postales antinucléaires est prévue à l'occasion des élections présidentielles et législatives. Cette campagne durera donc jusqu'au mois de juin, avec pour enjeu de placer le nucléaire au centre des débats des campagnes électorales.

L'automne 2002 verra la mise en route d'une campagne pour un service public de l'électricité. Le débat a effleuré les notions de service public, entreprise publique, monopoles, sans avoir le temps d'aller au fond de ces questions.

Toujours à l'automne, une manifestation européenne est prévue. Les contacts avec les partenaires ont déjà commencé. Participaient d'ailleurs à l'assemblée générale des délégués allemands, hollandais, suisses, italiens... La manifestation aura lieu en Alsace (à Strasbourg ou à proximité de la centrale de Fessenheim). Dans le cadre de ce débat,

l'hypothèse d'une structuration du réseau à l'échelle européenne a été envisagée.

Comme pour les manifestations du 20 octobre 2001, il est important que nous préparions l'initiative européenne et que nous nous mobilisions sur ce dossier.

Le refus des transports de déchets nucléaires reste une priorité. Pour éviter un risque d'essoufflement il est décidé de choisir seulement quelques convois dans l'année et de se mobiliser très fortement contre ces convois. La question des transports par camions est également posée et fera l'objet d'une étude approfondie...

De nombreuses initiatives seront reconduites et soutenues par le réseau telles que le rassemblement de Lascaux (29 juin), celui de l'Île Longue (30 juin), le campement de Bure (13 au 20 juillet)...

Enfin, le «Défi français», sponsorisé par le consortium nucléaire Areva, sera l'objet de quelques actions ciblées... Foi de marin, nous ne laisserons pas passer l'idée que la voile a quoi que ce soit à voir avec les nucléocrates!

Pierre Hébert

Contacts avec le Réseau: 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, ou par électronique: rezo@sortirdunucleaire.org ou <http://www.sortirdunucleaire.org>

Pour contacter le réseau sortir du nucléaire à Rouen : sdn76@ras.eu.org

## FORET DU ROUVRAY

Début février ,commençaient les travaux d'accès de la future ZAC de la Vente-Olivier ,à proximité du quartier de La Houssière (Saint-Etienne-du-Rouvray). A l'origine cette ZAC est un projet de la mairie de Saint-Etienne-du-Rouvray et a été repris par la CAR (à majorité PS-PCF) Elle devait permettre l'accueil d'entreprises secondaires et tertiaires. Mais **c'est un non-sens total car le projet détruit 33 hectares de forêt alors qu'il existe 430 hectares de friches industrielles et plus de 1000 hectares de zones d'activités en attente d'entreprises dans l'agglomération rouennaise.**

En outre, voici la réponse de la DRIRE concernant cette ZAC : "Ce projet est situé dans le cercle de dangers Z1 de la société la Grande Paroisse implantée sur Oissel. En zone Z1, on observe des effets léthaux sur les personnes se trouvant sur ces terrains....**Ce projet ne peut recueillir un avis favorable de notre part.**" Manifestement "les décideurs" n'ont pas tiré d'enseignements suite à la terrible tragédie de l'explosion de l'usine AZF de Toulouse.

Enfin la ZAC **réduirait à néant la qualité et l'espace de vie du centre de loisir de La Houssière** qui accueille un nombre important d'enfants tout au long de l'année. Beaucoup d'entre-eux sont issus de quartiers défavorisés, et l'ouverture du centre sur la forêt constitue un atout non négligeable pour "dépayser" les enfants et faire passer des messages de citoyenneté nécessaires.

La mobilisation contre la destruction de 33 hectares de forêt a été forte à l'initiative du collectif "SOS Forêt du Rouvray" et du comité de quartier "mieux vivre à La Houssière". **Les opposants, dont bien sur les Alternatifs, ont bloqué de nombreuses fois le chantier en se postant devant les engins.** Plusieurs visites ont été organisées, notamment les dimanches, afin de mieux faire connaître le chantier en cours. Il est vrai qu'il suffisait de voir le site pour se rendre compte de l'absurdité du projet. Les opposants ont aussi fait constater par un huissier 2 infractions : le non-affichage des travaux et le défrichage de parcelles ou il n'y a aucune autorisation.



**La détermination de tous sur le terrain a obligé la CAR à suspendre les travaux** le lundi 25/02 au soir afin "qu'une concertation complémentaire puisse être engagée" (François Zimeray président de la CAR dans P.N. du 26/02). C'est une 1ère victoire mais nous n'avons pas encore obtenu l'abandon définitif du projet. Pour marquer cette victoire, nous nous sommes retrouvés sur le chantier le 02 mars pour replanter des arbres en lieu et place de ceux qui avaient été abattus.

Les Alternatifs de l'agglomération rouennaise ont pris toute leur place dans la mobilisation et les actions menées. Et ce malgré une volonté évidente de récupération des Verts dont l'un des soucis principaux semblait être la préparation des prochaines échéances électorales...

**Bien sûr ,la ZAC n'a pas sa place ici et a été réfléchie pour pouvoir ensuite justifier la 2x2 voies (rocade sud) coupant le massif du Rouvray. Vous trouverez avec ce numéro 17 de la Seine Alternative une pétition que nous vous invitons à faire largement circuler, car l'objectif maintenant est de recueillir 5000 signatures pour peser dans le débat.**

Stéphanie Lambert et Stéphane Lachèvre

*Depuis le 11 janvier 2002, Younis est en grève de la faim. Difficile de rédiger un article qui ne soit dépassé dans les 12 heures qui suivent. A l'heure de la mise sous presse de ce numéro(04 mars), cet article est à jour, espérons que lorsque vous le lirez, une solution aura été trouvée. Pour des infos à jour consultez notre site web.*

## **YOUNIS, sa place est parmi nous !**

Younis Trabelsi, sans-papiers, né en 1959, de nationalité libyenne, lutte depuis 1997 dans le cadre des collectifs des sans-papiers et du comité contre la double peine pour obtenir sa régularisation. **Ce père d'une petite fille de 7 ans réside en France de manière ininterrompue depuis 24 ans..** En 1990, il a été condamné par la chambre correctionnelle auprès de la cour d'appel de Rouen à 3 ans d'emprisonnement pour recel et infraction à la législation sur les stupéfiants (haschich en quantité non déterminée) et à une interdiction définitive du territoire français, c'est à dire au bannissement parce qu'il est de nationalité étrangère.

En 1998, reçu à la préfecture en présence de représentants du collectif et d'associations, ce rouennais a présenté les preuves de ses attaches familiales en France et une promesse d'embauche prouvant sa volonté de réinsertion. Son assignation à résidence auprès du ministère de l'Intérieur avait été proposé par le Préfet de Seine-Maritime le 6 novembre 1998. **Cette mesure est indispensable pour que son avocate sollicite son relèvement d'interdiction du territoire auprès du tribunal.** L'espoir donné à Younis n'a pas duré et le Préfet a finalement retiré la demande d'assignation formée auprès du ministre de l'Intérieur (courrier du 27 mai 1999).

Younis a pris la décision grave de faire une grève de la faim. Voici ci-dessous le communiqué de presse que les Alternatifs 76 ont envoyé le lendemain du rejet du ministre Vaillant de la demande d'assignation à résidence avec droit au travail.

.....  
Les Alternatifs – Fédération 76  
**Communiqué du 21/02/2002**

### **YOUNIS : VICTIME D'UNE DOUBLE PEINE INIQUE**

Les Alternatifs de Seine-Maritime sont scandalisés par le refus du ministère de l'Intérieur d'assigner à résidence avec droit au travail M. Younis Mohamed Trabelsi. Ce d'autant plus que nous avons appris ce refus hier en même temps que Younis par les médias sans que la préfecture ne nous donne de nouvelles.

Younis est en grève de la faim depuis le 11/01/02 -soient 42 jours- pour obtenir sa régularisation et vivre dans la dignité. Les Alternatifs de Seine-Maritime le soutiennent au quotidien dans cette lutte juste et grave qu'il a décidé de mener.

Condamné en 1990 à 3 ans d'emprisonnement pour recel et infraction à la législation sur les stupéfiants (haschich en quantité non déterminée), il a accompli la totalité de sa peine et n'a jamais commis d'autre infraction depuis qu'il a réparé sa faute. Déserteur de l'armée libyenne depuis 1980, il risque la peine de mort en cas de retour forcé dans son pays !

Les Alternatifs tiennent à réaffirmer très nettement leur opposition à la double peine (Younis en est une victime comme d'autres étrangers en Seine-Maritime).

La double peine est une mesure d'éloignement du territoire français qui s'ajoute à une peine prise à l'encontre d'une personne de nationalité étrangère auteur d'une infraction. Cela revient à condamner un être humain une seconde fois pour le même délit parce qu'il est étranger : c'est une pratique discriminatoire institutionnalisée, qui fabrique de toutes pièces des sans-papiers.

D'ailleurs, la double peine est contraire aux articles 3 et 8 de la CEDH (Convention Européenne des Droits de l'Homme).

Les Alternatifs 76 pensent que le Parti Socialiste est le premier responsable de cette situation en refusant depuis bientôt 5 ans d'abroger purement et simplement cette loi qui bafoue le principe d'une même justice pour tous.

Dans le cas de Younis, il l'est doublement avec le refus du ministre Vaillant d'assignation à résidence. Nous souhaitons que le P.S. prennent enfin ses responsabilités et agisse très vite.

Nous appelons tous les citoyens à venir nombreux à la réunion d'urgence du comité de soutien à Younis vendredi 22/02 à 20H30 et à celle du comité contre la double peine lundi 25/02 à 18H à la maison des associations 6, rue de Carville à Rouen.

## Il y a urgence !

Younis est décidé à continuer sa grève de la faim jusqu'au bout. Il avait été envisagé que Younis, accompagné de personnalités nationales soutenant les sans-papiers, se rende en ambulance dimanche 24/02 à Paris au congrès extraordinaire du Parti Socialiste pour demander à Lionel Jospin son assignation à résidence avec droit au travail. Mais son état de santé s'étant aggravé, les médecins ont jugé qu'il n'était plus transportable jusqu'à Paris.



### **Demande de protection au PS**

C'est pourquoi, en dernier recours, avec Younis, nous nous sommes installés pacifiquement samedi 23/02 dans les locaux rouennais du PS et avons demandé une intervention d'urgence de Lionel Jospin. Cette occupation humanitaire aurait pu se passer aussi bien que celle des locaux de l'Eglise et de la CGT qui avaient hébergé et soutenu les sans-papiers de Rouen.

Mais, après encore et toujours des promesses, le PS a répondu le lundi 24/02 à 6H15 du matin en faisant intervenir **la police qui a jeté violemment Younis dans la rue.**

### **La fédération du PS ferme à 17H00 !**

Mardi 26/02, un rassemblement de soutien à Younis réunissait 200 personnes à 18H devant le siège du Parti Socialiste. Un fax du 1er secrétaire fédéral du PS, Christophe Bouillon, nous indiquait : "Il m'est malheureusement impossible de recevoir une délégation de votre comité ce soir à 18H comme vous le souhaitez dans la mesure où, d'une part la fédération du PS ferme à 17H et où, d'autre part, je suis tout l'après-midi à Paris. **Sans commentaires (C'est le 47ème jour de sa grève de la faim !!!).**

Le vendredi 01/03 une manifestation avec les sans-papiers était organisé au départ de la préfecture. La délégation reçue par le sous-préfet est ressortie sans réponse. **Visiblement le PS et le ministre de l'Intérieur laissent traîner les choses. Mais Younis ne peut plus attendre !!! Sa santé se dégrade de jour en jour. Sa vie est en danger. Les Alternatifs exigent la même justice pour tous, et appellent tous les citoyens à venir nombreux à la manifestation nocturne du mardi 05/03 à 20H30.** (Départ au 32 rue d'Elbeuf, devant le siège du PS, pour aller à la préfecture) .

Stéphane Lachèvre

*Des infos régulières sur la lutte de Younis sur notre site web : <http://www.alternatifs.org/76/younis>*

---

### **Collectif des sans papiers : nouvelle rencontre avec la préfecture**

Au mois d'octobre dernier, une première rencontre avait eu lieu entre des représentants du collectif des sans papiers accompagnés par des élus et le secrétaire général de la Préfecture (Seine Alternative numéro 16). Cela avait permis le dépôt d'une liste de dossier pour 65 sans papiers présents sur l'agglomération. Parmi ces 65 dossier déposés en octobre, 19 avaient été mis hors jeu (pas étudiés) par la Préfecture parce qu'ils n'étaient pas dans la précédente liste du collectif. Parmi les 65-19=46 dossiers, 26 ont eu un refus, 16 sont acceptés et 4 sont encore en cours de traitement.

Le 18 février, une nouvelle réunion a eu lieu, en présence cette fois du nouveau secrétaire général de la Préfecture, monsieur Claude Morel. La délégation comprenait des élus (PCF, PS, LCR, Verts, Alternatifs), des représentants de mouvements qui soutiennent la lutte (CGT, LDH) et deux représentants du collectif (Daouda et Brahim). Résultat de la réunion, une nouvelle étude des dossiers va être menée, et les 19 mis de côté lors de la première étude seront pris en compte. La date de réunion technique est fixée à la deuxième quinzaine de mars.

Il a été précisé que tous (les 65) auraient le même protocole de protection (suspension de toutes les mesures d'éloignement) que lors du premier travail, depuis le mois d'octobre.

Le cas de Abdelkader, (suivi de près par Stéphane) a fait l'objet de précisions. Abdelkader était sur le point de se marier et la Police de l'Air et des Frontières souhaitait absolument l'appréhender auparavant. Le matin même de la réunion, les forces de l'ordre s'étaient présentées au domicile de son épouse (future à l'époque) pour le chercher. Lors de cette visite, les policiers ont indiqué qu'ils se présenteraient pendant le mariage prévu pour le samedi suivant à la mairie de Oissel. La préfecture (après plusieurs relances...) a bien transmis à la PAF les instructions de protection et le mariage a pu se dérouler sans souci le 23 février.

Le cas de Younis Trabelsi (voir ci contre) est évoqué : la préfecture a proposé au ministère une assignation à résidence... Le dossier ne leur semble plus de leur ressort.

Enfin, une motion adoptée par le collectif auparavant a été transmise au secrétaire général. Elle demande en particulier la protection pour une deuxième liste de sans-papiers qui sont en lutte.

Pierre Hébert

**Après l'Assemblée Générale des Verts à Nantes,  
déclaration de la fédération 76 des Alternatifs**

L'assemblée générale des Verts qui vient de s'achever à Nantes n'est guère de nature à réconcilier les citoyens avec la politique. En retenant, à un peu plus de 60%, le principe d'une «entente» avec le PS, les responsables du parti Vert ont surtout confirmé qu'ils étaient aujourd'hui bien plus préoccupés par le nombre de circonscriptions gagnables que par les revendications écologiques dont ils ont su, il est vrai, faire leur deuil depuis cinq ans qu'ils sont au gouvernement.

En effet, en affirmant leur parti «*ancré au cœur d'une gauche*» qui, en cinq années de gestion gouvernementale, a montré qu'elle ne l'est plus guère, les responsables des Verts ont semblé plus préoccupés par le nombre de sièges de députés qu'ils obtiendraient le 16 juin prochain que par la nécessité de rompre avec le productivisme (qu'il revendique) et le capitalisme (qu'il ne revendique même pas). Comment accepter que le premier parti écologiste n'impose même pas la moindre exigence comme condition sine qua non d'un éventuel accord mais qu'il en reste à des vœux pieux dont, par nature, les socialistes n'ont jamais été avares ? Rien sur la sortie programmée de la dépendance nucléaire, rien sur l'opposition à toute privatisation de service public, rien sur les retraites et la volonté des hiérarques gouvernementaux d'ouvrir la voie à la capitalisation.

A défaut de «*faire évoluer la gauche*», l'AG de Nantes a montré que la participation au gouvernement a vraiment fait évoluer les Verts. Les Alternatifs de Seine-Maritime ne s'en satisfont pas. C'est pour cela qu'ils mettront tout en œuvre pour que la voix de celles et ceux qui croient vraiment «*qu'un autre monde est possible* » se fasse entendre lors des élections législatives de juin prochain en Seine-Maritime.

**Loi de sécurité quotidienne: attention danger.**

L'assemblée nationale, sous la pression du gouvernement, a adopté il y a quelques semaines un texte de loi, dit de «*sécurité quotidienne* ». Ce texte, sous couvert de lutte antiterroriste, augmente les pouvoirs de la police (perquisition sans mandat dans les véhicules, contrôles d'identité renforcés) et des vigiles (fouille à corps), criminalise la pauvreté (délict, passible de prison, pour dix voyages sans billet par an) et accentue le sentiment d'injustice dans les ghettos urbains (interdiction de réunion dans les cages d'escalier).

Un collectif vient de se créer à Rouen, regroupant les partis (dont les alternatifs), syndicats et associations s'opposant à ces atteintes aux libertés individuelles. Ce collectif, qui s'est ouvert à la lutte contre l'ensemble des lois liberticides, organisera prochainement une conférence de presse et développera différentes actions pour encourager les citoyens à rejeter ces lois.

Nous vous tiendrons bien entendu au courant de l'évolution de ce collectif.

Cyrille Arquie

**SOLIDARITE PALESTINE !**

Depuis des mois, la situation se durcit en Palestine. Nombreux sont ceux qui se demandent comment aider, comment avancer. C'est en tout cas le sentiment que l'on retire des deux réunions publiques organisées dans le cadre de la campagne pour la protection du peuple palestinien.

La première se déroulait le 18 janvier à la halle aux toiles en présence de Jean-Claude Amara. Réunissant 300 personnes, elle fut l'occasion d'un débat riche et construit.

La deuxième se déroulait le 02 mars à Saint Etienne du Rouvray et fut l'occasion de rassembler plus de 250 personnes issues essentiellement des quartiers environnants. Un débat constructif a suivi la projection d'un film et le témoignage de José Perez, militant Rouennais de retour de la 7<sup>ème</sup> mission civile en Palestine.

Les Alternatifs sont pleinement associés à cette démarche. Un certain nombre de nos camarades devraient partir au mois d'avril dans le cadre de ces missions.

D'autres réunions sont en préparation, les possibilités de jumelages sont étudiées de près... dossier plus complet dans notre prochain numéro.

Pierre Hébert

*Appel à l'envoi de*

**Mission Civiles Pour la Protection du Peuple Palestinien.**

**Constatant :**

\* qu'Israël soumet le peuple palestinien à un système d'apartheid menant une politique de répression, d'encerclement, d'étouffement et de colonisation à son encontre ;

\* qu'Israël, puissance surarmée, conduit une guerre coloniale face à un peuple laissé pour compte, et mène une politique de confiscation de la terre, de l'eau, de la mer et du ciel palestiniens

\* l'hypocrisie et la complicité de la plupart des Etats, dont ceux de l'Union Européenne, et des entreprises transnationales ;

**Nous, acteurs, actrices de la société civile, affirmons qu'il faut protéger le peuple palestinien d'une nouvelle tragédie et appelons à la mobilisation :** pour contraindre les Etats, particulièrement l'Union Européenne à envoyer une force de protection internationale ; pour que soient établis les droits nationaux et restitués les biens du peuple palestinien en application des résolutions 181, 194 et 242 de l'ONU ; pour que des sanctions économiques soient prononcées à l'encontre de l'Etat d'Israël, notamment la rupture de l'accord d'association entre l'Union Européenne et Israël.

**Tout de suite, nous sommes prêts à partir en Palestine et à participer, avec les ONG palestiniennes et des organisations israéliennes solidaires, à des actions de protection du peuple palestinien, ou à soutenir financièrement cette campagne.**

**Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien**

## Après la catastrophe de Toulouse : "Plus jamais ça !"

La terrible tragédie de Toulouse a rappelé à chacun, de la manière la plus horrible, que les industries chimiques sont potentiellement dangereuses pour les travailleurs comme pour les populations voisines et l'environnement.

Rien que dans l'agglomération rouennaise, on peut compter 26 sites industriels à haut risque (classés "Seveso"). La question de leur localisation se pose et les salariés ne doivent en aucune façon en faire les frais. L'emploi et un très haut niveau de sécurité ne doivent pas être sacrifiés à la logique financière libérale.

Nous pensons que les salariés des industries chimiques et leurs organisations syndicales, tous les habitants de l'agglomération, les associations de défense de l'environnement et les forces politiques opposées à la logique libérale doivent intensifier et unir leur engagement à réfléchir, proposer et agir afin de renforcer les conditions de sécurité dans ces sites industriels.

C'est pourquoi nous avons proposé une première rencontre le 13 novembre pour constituer ensemble un cadre unitaire de réflexion et de lutte sur ces questions. Seuls la LCR et SUD Chimie étaient présents à ce premier échange constructif et intéressant. Plusieurs sujets ont été abordés : un P.O.S. réellement maîtrisé, notamment les périmètres de sécurité, l'indépendance des moyens d'expertise (DRIRE), l'utilité de la production ainsi que la quantité de production par site, les transports, les problèmes d'emplois, de pression sur les salariés...

Un débat régional sur la problématique des risques industriels étant organisé par la DRIRE à Saint-Etienne-du-Rouvray le 27 novembre, il nous a semblé important de nous faire entendre le plus unitairement possible à cette occasion. Pour en discuter, nous avons proposé une autre rencontre le 22 novembre. Nous regrettons que la LCR soit seule à être venue. La frilosité des syndicats et le chacun pour soi des organisations politiques de la gauche plurielle (les élections approchent) sont peut-être une explication.

Mais les Alternatifs restent motivés pour porter une action sur le long terme qui doit permettre d'associer citoyens, associations, salariés, syndicats et élus.

Stéphane Lachèvre

---

### José Bové à la Bastille ?

C'était le 6 février 2002. Nous étions quelques'un à avoir répondu à l'appel du comité de soutien aux inculpés de Millau<sup>1</sup>, pour attendre le jugement de la Cour de Cassation. Les trois mois de prison ferme à l'encontre de José Bové ont été confirmés. Cette sanction est d'autant plus dangereuse que José a été condamné à 14 mois de prison avec sursis pour deux autres actions syndicales contre les O.G.M. et la brevetabilité du vivant.

Cette condamnation confirme d'abord une vision où il faut qu'il y ait toujours un chef... Ici José, ailleurs d'autres. Une peine surréaliste qui se veut un exemple, qui devient donc injuste.

Plus grave, cette condamnation s'inscrit dans une volonté de museler ceux qui réagissent face à l'ordre établi. Cette justice sanctionne comme faits de droits commun des actions syndicales... Qui entend contester la mise au pas forcé de l'ensemble de la planète aux ordres des Américains, de l'O.M.C., du F.M.I.... (en bref du libéralisme), sera jeté en prison. La justice s'érige en ultime protectrice de la mondialisation libérale.

Quand d'autres paysans détruisent un centre ville (ou des chasseurs un ministère) et causent des millions de dégâts, il ne se passe rien. Alors pourquoi trois mois de prisons ferme ici ? Sans doute l'illustration d'une justice de classe qui officie dans ce pays.

Benoit Hébert

P.S. : pour contacter le comité de soutien : « [contact@confederationpaysanne.fr](mailto:contact@confederationpaysanne.fr) »

---

<sup>1</sup> Suite du démontage du Macdo de Millau le 13 août 1999.

## Collectif de lutte contre les inégalités de l'agglomération rouennaise : ou ça en est ?

Le collectif de lutte contre les inégalités s'est réuni 19 février afin de faire le point sur la rencontre avec la DDASS et avec le groupe socialiste du Conseil Général.

Avec la DDASS il a plutôt été question de l'hébergement d'urgence, sur l'état de saturation des foyers d'accueil en urgence (24/24) et sur le relogement en HLM. Sur ces différents sujets, la DDASS allait dans notre sens et s'est montrée tout à fait prête à collaborer. Mais elle reconnaît qu'un grand nombre de blocages auxquels elle se heurte sont de nature politique et que des fonctionnaires ne sont pas à même de lever ce type de difficultés.

Les conseillers généraux communistes et socialistes rencontrés dernièrement s'accordent à dire que le Conseil Général dispose de fonds importants, qu'il ne met pas suffisamment au service de l'action sociale. Le budget du Conseil Général du personnel du Conseil Général ne serait réalisé qu'à 60 à 65% tous les ans (sous estimations des dotations de l'État, surestimation des dépenses). De plus, ce budget ne permet la création de seulement 147 postes alors qu'il en manquait 200 et cela avant la mise en place de la RTT. Ces choix expliquent sans doute aussi le manque de personnel dénoncé lors de nos rencontres (assistantes sociales, personnel PMI, éducateurs, personnel d'entretien des locaux ...).

Parallèlement à ces rencontres, une partie du collectif s'était réuni afin de travailler sur le logement social. Question finalement d'autant plus importante qu'un accès plus facile à celui-ci pourrait également délester le problème de l'hébergement d'urgence.

Ce collectif pourrait s'emparer de cette question du logement social qui vient fortement en débat dans les diverses institutions en ce début d'année et qui touche tous les publics.

La prochaine réunion du collectif est prévue le mercredi 6 mars à 18h à la maison du peuple à Sotteville.

Kamel Naroun

### CHORALE ENGAGÉE

Tu as des problèmes:

- Tu aimes les chants révolutionnaires, féministes, parfois même poétiques(c'est un très grave problème)
- Tu chantes faux mais t'aimes bien chanter quand même(un de plus, un de moins au point où on en est...)

ALORS: Viens chanter avec nous les vendredis soirs au local !!

Prochaine séance de chorale : le premier mars.

Attention !!! : 9 et 10 mars week end chorale près de la mer... inscriptions ouvertes des maintenant au 02 35 62 04 33 (participation aux frais : 15€- repas samedi soir, dimanche midi et petit déjeuner)

Caroline Bergot

PS: Tout le monde a le droit de venir sauf Lara Fabian et Céline Dion à moins qu'elles viennent avec des boules quiès pour tout le monde au cas où elles auraient la dangereuse idée de faire vibrer leurs cordes vocales.

Café Alternatif  
**Porto Alegre :**  
**Je rêvais d'un autre monde...**  
Jeudi 07 mars à partir de 19H00  
Au pub Yesterday (3 rue du Moulinet – Rouen)  
Avec **Isabelle GRAUX et Jean-Paul HEBERT,**  
Participants au Forum Social Mondial

**Vocalises**  
WEEK END CHORALE (voir ci dessus pour  
détails) les 9 et 10 mars 2002

**23 Mars 2002**  
2<sup>ème</sup> rencontres de la Gauche Alternative,  
Ecologiste et Féministe à Paris

### -- Pour nous lire... et/ou nous soutenir --

Pour nous contacter :

Alternatifs 76  
205 rue St Julien  
76100 Rouen  
76@alternatifs.org  
<http://www.alternatifs.org/76>

Vous souhaitez recevoir La Seine Alternative (5 numéros / an) ?

NOM : Prénom :

Rue :

Code Postal :

Téléphone :

Tarif : 10 euros (chômeurs/étudiants : 5 euros)

Tarif Soutien : 15 euros (ou plus... Ordre : Alternatifs 76)

Ville

Mél :

Pour recevoir Rouge et Vert : téléphone : 01 43 57 44 80 ou mél : [contact@alternatifs.org](mailto:contact@alternatifs.org)